

Un million d'électeurs zappés de la présidentielle

RD CONGO Les élections dans les « zones en crise » sont repoussées au mois de mars

- L'exclusion de fait de plus d'un million d'électeurs pourrait être déterminante sur le résultat de la présidentielle qui se jouera ce dimanche en un seul tour.
- Un tour de passe-passe qui décrédibilise d'emblée le scrutin.

Nouveau coup de théâtre à Kinshasa : après avoir une première fois reporté d'une semaine les élections prévues pour le 23 décembre, le président de la Commission électorale indépendante (Ceni) a surpris à nouveau. Corneille Nangaa a annoncé le report partiel des

élections générales dans deux régions. Beni-Butembo et Yumbi. Un report qui concerne 1,2 million d'électeurs sur 40 millions d'inscrits.

Voici une semaine, la Ceni avait justifié le retard des opérations par l'incendie criminel qui avait ravagé l'un de ses entrepôts à Kinshasa et mis hors d'état 8.000 machines à voter. Cette fois, c'est l'épidémie d'Ebola qui est invoquée car elle a déjà fait 354 morts dans l'est du pays. D'après certaines sources, le personnel de la Ceni répugnerait à y organiser le scrutin. Par contre à Yumbi, dans l'ouest du pays, (province du Mai-Ndombe), où des violences intercommunautaires viennent de faire 80 morts, ces affrontements ont également été utilisés comme argument pour reporter le vote.

Relevons cependant qu'il y a plusieurs mois que l'épidémie de fièvre d'Ebola fait des ravages dans le « grand nord » du Nord-Kivu et que le ministre congolais

de la santé, Oly Ilunga, qui se rend souvent sur le terrain pour coordonner les interventions médicales, a déjà fait savoir à plusieurs reprises que la situation était sous contrôle. Quant aux troubles à Yumbi, ils ont déjà fait une trentaine de morts mais ne sont pas pires que d'autres affrontements, dans le Kasai ou, une fois encore, dans la région de

Beni, où des tueries attribuées aux rebelles ougandais ont fait plus de 1.000 morts depuis 1994.

M. Nangaa a précisé que dans les régions précitées, les élections présidentielle, législatives et provinciales sont reportées à mars et qu'elles feront l'objet d'un calendrier spécifique. Autrement dit, elles auront lieu après la publication des résultats de l'élection présidentielle, dont le verdict

Selon l'opposition, cette mesure vise en réalité des bastions anti-Kabila, où les candidats de l'opposition avaient réuni des foules importantes

provisoire devrait être annoncé le 6 janvier, au lendemain du jour où la Ceni prévoit d'avoir terminé le ramassage, la compilation et la centralisation des résultats du vote présidentiel. Ce qui veut clairement dire – même si la Ceni ne le précise pas explicitement – que les électeurs de ces régions seront privés de scrutin présidentiel.

La période du 7 au 15 janvier sera réservée aux recours et au traitement des résultats de la présidentielle et les résultats définitifs de ce scrutin seront proclamés le 15 janvier, la prestation de serment du président élu étant fixée au 18 janvier. Et cela alors que quatre circonscriptions – Beni, Beni-ville et Butembo-ville dans le Nord-Kivu ainsi que Yumbi dans le Mai-Ndombe – ne

voteront qu'en mars 2019. Cette mise à l'écart de près de 1.300.000 électeurs est particulièrement préoccupante pour le scrutin présidentiel, qui se jouera à l'issue d'un vote à un tour.

Selon l'opposition, cette mesure, qualifiée d'« *injustifiable* » par Moïse Katumbi – qui a été empêché de se présenter – vise en réalité des bastions anti-Kabila, où les candidats de l'opposition avaient réuni des foules importantes. Pour Gédéon Sepengwa, président des jeunes du parti historique UDPS, au Nord-Kivu, « *les élections doivent, selon la loi, se passer en même temps sur toute l'étendue de la République* ». Furieux, il poursuit : « *Ce que nous préparons, c'est le soulèvement populaire. afin de chasser Kabila du pouvoir* »... Quant à l'abbé Nshole, secrétaire de la conférence épiscopale, il a assuré qu'il s'agissait « *d'une décision très grave, qui dissimulait peut-être un agenda caché...* »

L'annonce de ce report partiel renforce le malaise déjà perceptible depuis le report initial de huit jours annoncé voici une semaine, malaise qui suscite l'inquiétude des pays voisins. C'est ainsi qu'un mini-sommet régional a été convoqué en dernière minute au Brazzaville voisin à l'invitation du président Sassou Nguesso, initiative qui aurait été encouragée par la France et les présidents de Zambie, Edgar Lungu, et d'Angola Joao, Lourenço, qui ont fait le voyage.

Assurant qu'il avait été prévenu trop tard, le président congolais, Joseph Kabila, a refusé de se déplacer. Les voisins du Congo veulent multiplier les messages d'apaisement car ils se disent très préoccupés par les incidents violents qui ont émaillé la campagne et ils redoutent que des débordements n'amènent chez eux d'importants flux de réfugiés congolais. ■

COLETTE BRAECKMAN